



Conférence interrégionale « Améliorer la protection sociale et promouvoir l'emploi: enseignements tirés de l'expérience. Un projet OIT/UE »



La Conférence interrégionale « Améliorer la protection sociale et promouvoir l'emploi – Un projet OIT/UE » a eu lieu les 3 et 4 décembre 2012 à Bruxelles, Belgique. La conférence a constitué un forum de présentation et de discussions des résultats du projet « Améliorer la protection sociale et promouvoir l'emploi » (INT/09/06/EEC) signé en 2009 et se terminant en décembre 2012.

Le projet a contribué au développement de cadres cohérents et intégrés de protection sociale et de politiques de l'emploi dans les trois pays couverts, à savoir le Burkina Faso, le Cambodge et le Honduras, avec la participation active de partenaires sociaux. Les participants à la conférence ont inclus les mandants tripartites des trois pays, des agents de l'OIT et de la Commission Européenne, des spécialistes d'organisations internationales, des représentants du domaine de la coopération technique et d'autres

personnes intéressées. La rencontre a fourni l'occasion de partager les perspectives des partenaires tripartites des trois pays pilotes, d'échanger les expériences, de tirer les enseignements de celles-ci et d'approuver un ensemble de recommandations afin d'améliorer l'intégration des cadres de politiques de l'emploi et de protection sociale. La conférence a consacré le 3 décembre à la discussion des expériences des pays et des enseignements tirés du projet, et le 4 décembre à la tenue des réunions bilatérales entre l'OIT et les trois pays pilotes dans le but d'envisager des perspectives de coopération future et, à l'avenir, de rendre durables les actions des futurs projets.

Lors du discours d'ouverture de la conférence, la Commission Européenne a réitéré son engagement à inclure la protection sociale et l'emploi dans les politiques de développement de l'UE et le besoin de se concentrer sur le soutien de stratégies sur l'emploi et de protection sociale appropriées par les pays. L'OIT a souligné les développements récents dans le domaine de la protection sociale et de l'emploi, et particulièrement le rôle des socles de protection sociale dans la contribution à établir et maintenir des systèmes de protection sociale adéquats et exhaustifs basés sur les priorités des pays, les ressources et la situation.

Les discussions menées ont démontré que, avec le soutien financier et technique fourni par la Commission Européenne et respectivement l'OIT, les résultats principaux du projet ont été la promotion du dialogue social sur l'emploi et la protection sociale et la participation active des mandants tripartites aux ateliers et aux séminaires de renforcement des capacités qui ont contribué à l'élaboration de plans d'actions nationaux au sein du processus du « dialogue national ».

Les trois pays, à travers leurs représentants tripartites, ont reconnu que les politiques de l'emploi et de protection sociale constituent un investissement dans le développement futur du capital humain et un outil effectif pour la réduction de la pauvreté. En dépit des défis tels que la couverture de protection sociale pour les travailleurs du secteur informel et le manque de compétences en formation et en technique de leur main-d'œuvre, les pays pilotes ont convenu que le projet OIT/UE « Améliorer la protection sociale et promouvoir l'emploi » a contribué avec succès au renforcement du dialogue social et a rassemblé les partenaires sociaux pour répondre aux politiques de l'emploi et de la protection sociale d'une manière exhaustive ; pour s'atteler aux questions de durabilité financière, de coordination et de suivi des mécanismes et des institutions de sécurité sociale. Les trois pays cibles, à savoir le Burkina Faso, le Cambodge et le Honduras ont produit, avec le soutien technique de l'OIT, les résultats suivants en termes de changement de politiques:

-  Le **Burkina Faso** a développé un plan d'action en vue de coordonner les politiques de l'emploi et de protection sociale pour les jeunes dans le cadre du projet OIT/UE, a reçu un soutien pour l'élaboration d'une politique nationale de protection sociale et a initié un débat sur la réforme des Fonds pour l'Emploi ;
-  Le **Cambodge** a développé une Politique Nationale de Protection Sociale (NSPS – *National Social Protection Policy*) établissant le cadre d'un système de protection sociale durable et complète qui englobe les mécanismes de protection sociale pour le secteur formel et fournit des filets de sécurité sociale au secteur informel. De plus, lors du Dialogue National tenu à Phnom Penh en mars 2012, un consensus a émergé parmi les acteurs nationaux en faveur de l'élaboration en cours de la Politique Nationale de l'Emploi qui bénéficie déjà de l'assistance technique de l'OIT ;



- Au **Honduras** a émergé un consensus sur le besoin de mettre en œuvre la Politique nationale de protection sociale, lancée début 2012. Les recommandations du dialogue national tenu à Tegucigalpa en octobre 2012, faisant référence à l'approche du socle de protection sociale, aideront au soutien de la mise en œuvre de la stratégie de cette politique de protection sociale. Lors le dialogue national, la nécessité d'une nouvelle politique de l'emploi a été relevée et un document de conclusion, négocié par les partenaires tripartites après le dialogue, renforce le nouveau Programme du pays pour un Travail décent, signé en novembre 2012.

Perceptions principales des représentants tripartites du Burkina Faso, du Cambodge et du Honduras



A propos des positions des acteurs tripartites des trois pays pilotes, un certain nombre de points est à relever. Dans la section consacrée à **l'expérience du Burkina Faso**, M. Adama Sawadogo, du Ministère de l'Economie et des Finances du Burkina Faso, a réaffirmé l'engagement du gouvernement d'étendre la couverture de protection sociale et de créer de l'emploi productif et décent. A ce sujet, il porta l'accent sur la nécessité de répondre aux problèmes de chômage et de sous-emploi des jeunes et des populations vulnérables et présenta l'approche intégrée, telle que préparée dans le cadre du projet de l'OIT/UE, pour la construction d'un socle de protection sociale et pour la promotion de l'accès au travail décent pour les jeunes femmes et jeunes hommes vulnérables, en situation de pauvreté, de chômage ou de sous-emploi. Par rapport aux études sur l'emploi menées dans le cadre du projet, les représentants du gouvernement du Burkina Faso ont déclaré que celles-ci ont identifié la nécessité de renforcer la coordination des fonds pour l'emploi ainsi que la nécessité de consolider les dynamiques de création de l'emploi à travers la promotion d'activités privées, de travaux publics à haute intensité de main-d'œuvre (HIMO) et ont ciblé l'action pour

l'emploi. Par ailleurs, les représentants tripartites du Burkina Faso ont identifié les potentialités d'amélioration de la coordination et de la cohérence des mesures, les arrangements et les programmes dans le domaine de la protection sociale et de l'emploi, et ont ajouté que ceux-ci pourraient ouvrir la voie vers une future collaboration avec des partenaires. Les représentants des employeurs et des travailleurs ont convenu que le projet OIT/UE « Améliorer la protection sociale et promouvoir l'emploi » a aidé à renforcer le dialogue social et permis leur participation active dans la formulation de politiques intégrées et cohérentes de protection sociale et de l'emploi. Alors que Mme Yameogo Tou, représentante des employeurs, a axé sa présentation sur la nécessité d'améliorer la formation professionnelle et technique pour les jeunes et de s'appuyer sur un environnement propice aux investissements afin de rendre effective la création d'emplois, M. Olivier Guy Ouegraogo, représentant des travailleurs, a attiré l'attention sur la nécessité de renforcer la durabilité des travaux publics à haute intensité de main-d'œuvre et d'inclure le secteur informel dans la formulation des politiques sur la protection sociale et l'emploi.



Dans la section consacrée à **l'expérience du Cambodge**, S. E. Ngy Chanphal, Secrétaire d'Etat au Ministère de l'Intérieur et Vice- Président du Conseil pour le développement agricole et rural (CARD), a déclaré que la Stratégie Nationale sur la Protection Sociale (NSPS), développée avec le soutien technique de l'OIT, a constitué une étape cruciale vers l'extension de la protection sociale. S. E. Ngy Chanphal a avancé que le NSPS établit le cadre pour un système de protection sociale complet et durable pour tous les citoyens à long terme, comprenant des mécanismes de sécurité sociale pour le secteur formel accompagnés de disposition de filets de sécurité sociale améliorés pour le secteur informel. La mise en place d'un « service à fenêtre unique », appelé « Service du peuple » au Cambodge, a été choisi comme outil de mise en œuvre pour la Stratégie Nationale de Protection Sociale, liant désormais les services de l'emploi aux prestations de protection sociale, au niveau local. Le représentant du gouvernement cambodgien a, par la suite, déclaré que la Revue des Dépenses et de la Performance de la Protection Sociale (SPER), développée dans le cadre du Projet OIT/UE en

février 2012, a contribué à une meilleure compréhension des coûts fiscaux et financiers de la stratégie de protection sociale et a rajouté qu'une étude sur le taux de retour des investissements en protection sociale fournit au gouvernement du Cambodge des raisons crédibles basées sur la preuve des faits à investir en protection sociale. S. E. Ngy Chanphal a cependant déclaré que le défi de coordonner les différents programmes de la SNSPS demeure, et a relevé le besoin de développer un processus de suivi pour évaluer l'impact et les lacunes du système de protection sociale. M. Matthew Rendall, Membre du Comité de la Fédération cambodgienne des Associations d'employeurs et des affaires (CAMFEBA), a préconisé, lors de sa présentation, le renforcement de l'éducation et de la formation professionnelle comme conditions principales pour le développement du capital humain au Cambodge, alors que M. Ath Thorn, représentant des travailleurs, a considéré que la Stratégie Nationale de Protection Sociale a le potentiel d'offrir des opportunités aux travailleurs informels du Cambodge et d'étendre la couverture sociale au sein du secteur formel. Les représentants des employeurs et des travailleurs ont participé tous deux activement à chacune des activités du projet et ont considéré que le projet OIT/UE a contribué au renforcement du dialogue social au Cambodge.



Dans la section consacrée à **l'expérience du Honduras**, S. E. Carlos Montes Rodríguez, Sous-Secrétaire d'Etat pour le Travail et la Sécurité Sociale, a présenté les institutions existantes en protection sociale au Honduras dans les domaines des transferts en espèce, des soins de santé et de l'assurance sociale et a relevé que les études menées lors du projet ont identifié la nécessité d'améliorer la couverture, le financement et la qualité des dépenses des programmes sociaux en vue de construire un système de sécurité sociale durable. Les représentants des travailleurs, des employeurs et du gouvernement ont fait remarquer que les activités tripartites entreprises dans le cadre du projet OIT/UE ont rassemblé les partenaires sociaux pour discuter des politiques de protection sociale et de l'emploi et ont donc renforcé le dialogue social. M. Jorge Díaz, Directeur du Conseil hondurien des Entreprises privées, a affirmé que le secteur privé a activement participé à la phase de diagnostic aussi bien qu'aux activités subséquentes du projet et a mis en lumière la nécessité, pour les interventions de

promotion de l'emploi, d'être plus cohérentes et pour les différentes entités du gouvernement concernées, à améliorer la coordination et à intégrer davantage les partenaires sociaux.

Pour conclure, les exemples nationaux ont contribué à démontrer qu'associer les concepts couvrant la protection sociale et l'emploi peut être développé dans un processus de dialogue national tripartite. Des enseignements et des recommandations possibles pour la coopération technique basées sur les expériences recueillies dans les trois pays pilotes ont émergé des discussions menées. A cet égard, a été mise en avant la nécessité de lier les politiques sociales et celles de l'emploi au niveau national, de coordonner les institutions et les mécanismes de sécurité sociale, de mettre en place un dialogue social effectif, de financer les interventions de protection sociale et de l'emploi d'une manière durable et de prévoir la législation requise.

Interregional Conference: Improving Social Protection and Promoting Employment: Experiences and Lessons Learnt – An ILO/EU Project

3rd December 2012, Brussels

AGENDA

08:30-09:00 Registration

09:00-09:45 **Welcome and Opening Address**

- Welcome words (Rudi Delarue, ILO and H el ene Bourgade, EU, 10 minutes)
- Recent Developments and Vision regarding Employment and Social Protection within EU Cooperation (Nicholas Taylor, EU, 10 minutes)
- Recent Developments and Vision regarding Employment and Social Protection within the ILO (Christine Bockstal and Iyanatul Islam, ILO, 10 minutes)
- The ILO-EU Project “Improving Social Protection and Promoting Employment”: Design and Implementation (Helmut Schwarzer, ILO, 15 minutes)

9:45-10:00 Coffee Break

Part I: Country Experiences

10:00-11:15

The Experience of Burkina Faso

Facilitator: Olivier Louis dit Guerin

Presenter: Government Representative (15 minutes)

Workers’ and Employers’ Perspectives (15 minutes each)

Discussion

11:15-12:30

The Experience of Cambodia

Facilitator: Makiko Matsumoto

Presenter: Government Representative (15 minutes)

Workers’ and Employers’ Perspectives (15 minutes each)

Discussions

12:30-14:00

Lunch

14:00-15:15

The Experience of Honduras

Facilitator: Mauricio Dierckxsens

Presenter: Government Representative (15 minutes)
Workers' and Employers' Perspectives (15 minutes each)
Discussion

15:15-15:30 Coffee Break

Part II: Interregional Conclusions, Lessons Learnt and Recommendations for Future Policy Development

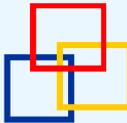
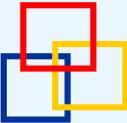
15:30-16:45 **Comparative Perspective on Country Experiences and Lessons Learnt**

Presenters: Helmut Schwarzer (Project Coordinator, Social Security Department, ILO) and Claire Harasty (Employment Policy Department, ILO) (30 minutes)
Discussion

16:45-17:45 **Roundtable on Lessons and Recommendations**

Moderator: Ngy Chanphal
Nicholas Taylor, DG DEVCO, EU
Willy Hicks, EUD Honduras
Iyanatul Islam, ILO
Development Partners

17:45-18:00 **Conclusion and Closing Remarks** (Hélène Bourgade, EU and Iyanatul Islam, ILO)

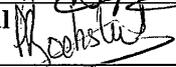
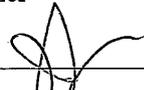
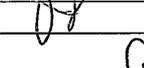
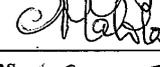
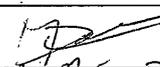
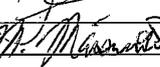
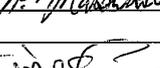
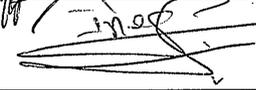
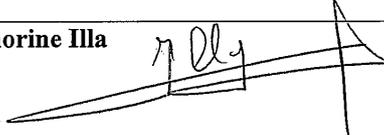
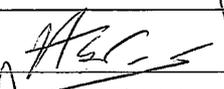
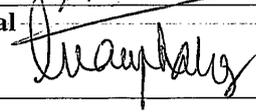


Interregional Conference

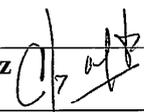
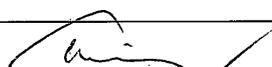
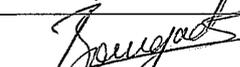
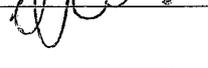
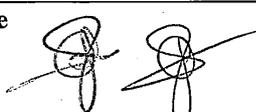
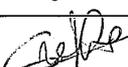
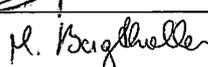
*Improving Social Protection and Promoting Employment: Experiences and Lessons Learnt -
An ILO-EU Project*

Brussels, 3rd December, 2012

Participants

Mr Rudi Delarue		Director, ILO Brussels
Ms Audrey Le Guevel		Programme Officer, ILO Brussels
Ms Christine Bockstal		Coordinator Country Operations, SEC/SOC, ILO
Mr Helmut Schwarzer		Project Manager, "Improving Social Protection and Promoting Employment", SEC/SOC, ILO
Mr Iyanatul Islam		Coordinator, EMP/POLICY, ILO
Ms Claire Harasty		Senior Employment Specialist, EMP/POLICY, ILO
Ms Ivón García		Assistant, SEC/SOC, ILO
Ms Alissa Ghils		Assistant, SEC/SOC, ILO
Mr Olivier Louis dit Guérin		Burkina Faso Reports Author, SEC/SOC, ILO
Ms Malika Ok		Project Country Coordinator for Cambodia, CO-Cambodia, ILO
Mr Mauricio Dierckxsens		Employment Specialist for Central America, DWT/CO-San José, ILO
Ms Makiko Matsumoto		Employment Specialist, EMP/CEPOL, ILO
Mr Ian Newton		RELOFF, ILO
Mme. Inés Bakio		Directrice de la Sécurité Sociale et des Mutualités, Ministère du Travail et de la Sécurité Sociale, Burkina Faso
M. Adama Sawadogo		Ministère de l'Economie et des Finances, Direction Générale de l'Economie et de la Planification (DGEP), Burkina Faso
M. Achille Marie Joseph Tapsoba		Ministre, Ministère de l'Emploi et de la Jeunesse, Burkina Faso
Mme. Honorine Illa		Directrice, Fonds d'Appui à la Formation Professionnelle et à l'Apprentissage, Ministère de l'Emploi et de la Jeunesse, Burkina Faso
Mr Heng Sour		Director General, Ministry of Labour and Vocational Training (MOLVT), Cambodia
H. E. Ngy Chanphal		Secretary of State, Ministry of Interior, and Vice Chairman, Council on Agriculture and Rural Development (CARD), Cambodia

Barbara Janssens  **old Beugelles.**

Sr. Carlos Montes Rodríguez 	Sub-Secretario de Estado Despachos de Trabajo y Seguridad Social, Honduras
Mme. Yameogo Tou 	Secrétaire Général, Conseil national du Patronat Burkinabé (CNPB), Burkina Faso
Mr Matthew Randal 	Board Director, Cambodian Federation of Employers and Business Associations (CAMFEBA), Cambodia
Sr. Jorge Diaz Coto 	Director de la Junta Directiva y Encargado del Tema Socio Laboral de la Junta Directiva, Consejo Hondureño de la Empresa Privada (COHEP), Honduras
M. Olivier Guy Ouedraogo 	Secrétaire Général, Confédération Syndicale Burkinabé (CSB), Burkina Faso
Mr. Ath Thorn 	President, Cambodian Labour Confederation (CLC), Cambodia
Sr. José Luis Baquedano 	Secretario General, Confederación Unitaria de Trabajadores de Honduras (CUTH), Honduras
Ms Alicia Martin 	Cooperation officer, Employment, Social Inclusion and Social Protection, DEVCO D3
Mr Ian Hoskins	Geographical coordination Asia and Pacific DG DEVCO H1
Ms Maryse Coutsouradis	Policy Co-ordinator - South East Asia DG Trade
Ms Nuria Ballesteros Menendez	Cooperation officer, Geographical Coordination West and Central Africa, DEVCO E3
Mr Anton Jensen	Cooperation officer, Geographical Coordination West and Central Africa, DEVCO E3
Mr Willy Hick 	Cooperation Officer, EU Delegation in Honduras
Mr Nicholas Taylor 	Head of Sector Employment, Social Inclusion and Social Protection DEVCO D3
Ms Helene Bourgade 	Head of Unit Employment, Social Inclusion and Migration DEVCO E3
Mr Henrik Huitfeldt 	Cooperation officer, Employment, Social Inclusion and Social Protection, DEVCO D3
Mr Alba Riobo Souto 	Cooperation officer, Employment, Social Inclusion and Social Protection, DEVCO D3
Ms Catherine Gigante 	Conseillère au sein de la Cellule Coopération au développement – Coopération multilatérale, Cabinet du Ministre Paul Magnette, Belgique
Ms Perrine Crevecoeur 	Partenariat Burkina Faso et F.P.S., Solidarité Socialiste, Belgique
Mrs Martina Bergthaller 	Social Protection, Deutsche Gesellschaft für Internationale Zusammenarbeit (GIZ)
Mr Juan Francisco Pacheco Jimenez 	Independent Project Evaluator, “Improving Social Protection and Promoting Employment”